

COMPTE RENDU/BOOK REVIEW

Laurent Bonelli, *La France a peur : Une histoire sociale de l'« insécurité »*. Cahiers libres. Paris : La Découverte, 2008, 418 pp.

Dans un ouvrage important qui fait la somme d'une décennie de recherches, Laurent Bonelli propose de retracer les transformations qui ont mené dans les trente dernières années vers la mise en place d'un dispositif de sécurité autour de la 'délinquance juvénile' et des 'incivilités' dans les quartiers populaires français. S'interrogeant sur les processus qui ont constitué l'insécurité, autrefois intérêt de spécialistes, en enjeu politique majeur, l'auteur s'intéresse aux relations complexes liant savoirs d'État, luttes et discours politiques, traitement journalistique et institutions policières, et examine les modifications profondes dont ces relations ont été l'objet, afin de comprendre « comment l'insécurité est devenue une catégorie de compréhension, d'appréhension et parfois d'analyse du monde social » (p. 8). Cette généalogie de ce qui apparaîtra graduellement comme « le problème de la sécurité », s'appuie sur une solide enquête de terrain constituée, entre autres, de l'expérience de l'auteur comme chargé d'étude pour le compte de l'État français dans la mise en place des contrats locaux de sécurité. À cela s'ajoutent des statistiques, une analyse de contenu médiatique et des entrevues avec des acteurs de diverses institutions impliqués dans la gestion de l'« insécurité ».

L'ouvrage situe d'abord sa problématique au cœur de la dynamique sociale des quartiers populaires qui caractérise les relations conflictuelles entre « établis » et nouveaux venus « marginaux », une formulation empruntée aux travaux d'Elias et de Scotson sur l'exclusion. Laurent Bonelli s'intéresse particulièrement aux efforts des établis des cités pour maintenir les normes, valeurs et modes de vie à travers lesquels ils solidifiaient leur identité (la fierté ouvrière) et leur position sociale garante d'un accès privilégié aux pouvoirs locaux, une position fragilisée par la précarisation et la déqualification du travail ouvrier. Conjointement à la perte de contrôle sur la définition des normes socialement admises sur lesquelles se fondait leur position de groupe dominant face aux nouveaux venus, cette vulnérabilisation du statut social des quartiers populaires est vécue par les établis comme un « malaise profond ». Celui-ci sera enregistré de manière tronquée par les sondeurs comme le « sentiment d'insécurité »

et que les politologues traduiront comme la « demande de sécurité » des électeurs de ces quartiers » (p. 49).

Dans ce contexte de tensions sociales, doublé de l'« illusion promotionnelle » (p. 56) offerte par une démocratisation scolaire qui ne leur offre pourtant pas de débouchés, les jeunesses populaires en sont réduites à une délinquance qu'une culture ouvrière déliquescence n'est plus en mesure de canaliser, préfigurant ainsi un retour aux « indisciplines de la révolution industrielle » (p. 61). Cette thèse de « l'affaiblissement des mécanismes disciplinaires » (p. 64) et des conflits entre établis et marginaux, Laurent Bonelli la défend contre des analyses de l'insécurité qui insistent, tout comme le sens commun contemporain, sur une approche moralisatrice défendant la responsabilité individuelle face à la délinquance conçue comme problème de « sécurité ». Ces perspectives centrées sur l'individu ont déplacé l'emphase mise par les politiques de la ville dans les années 1980 sur l'insertion et le développement social, la prévention de la délinquance, la lutte contre le chômage des jeunes et la rénovation du parc immobilier des cités. Dès le début de la décennie 1990, l'insistance sur la sécurité et les thèmes de la responsabilité individuelle occupent graduellement le champ discursif sur les troubles urbains. Ce déplacement s'est soldé, selon l'auteur, par un plus grand pouvoir donné aux institutions policières. Désormais reconnues comme porteuses d'une expertise inégalée sur la situation des quartiers populaires, leur intervention est favorisée dans les situations de délinquance juvénile au détriment de celle des éducateurs, des travailleurs sociaux et de la magistrature. Ce mouvement s'accompagne d'un déplacement de l'activité policière de la traditionnelle lutte au crime et du travail de renseignement politique vers la mise en échec aux « incivilités », tendance qui se traduit par la « judiciarisation des petits désordres et des indisciplines juvéniles » (p. 349).

La France a peur décrit en détail cette transition en étudiant les différents acteurs qui, guidés par des logiques hétérogènes et ne partageant pas les mêmes objectifs, en viendront néanmoins à lire le social sous la loupe de la sécurité. L'intérêt médiatique, tout spécialement de la télévision, est examiné dans sa participation à la construction de l'objet « insécurité » et de la diffusion de certaines expertises sur cette question. Ces dernières émergent d'un champ fragmenté de savoirs très dépendants « des commandes publiques des administrations qui en sont les bailleurs de fonds et qui l'organisent » (p. 256), favorisant la mise en compétition d'universitaires, d'autorités policières et judiciaires, ainsi que de différents experts du secteur privé dans les débats sur la sécurité. Cette visibilité publique accrue des conflits dans les quartiers populaires affecte le travail des élus locaux qui doivent gérer les tensions entre mar-

ginaux et établis et ainsi réagir aux multiples pétitions de leurs administrés en matière d'insécurité afin de préserver les activités et l'image de la localité, tout comme le renouvellement de leur mandat. Les différentes solutions développées au niveau local seront peu à peu standardisées et codifiées en « bonnes pratiques » que les municipalités échangeront entre elles. Ces échanges donneront lieu à l'établissement des politiques locales de sécurité prônant le partenariat entre différents acteurs locaux et se basant sur des instruments de mesure et de diagnostic des quartiers populaires et des « zones sensibles », un outil de gouvernement dont l'ouvrage fait également la critique.

Cette histoire sociale de l'insécurité privilégie donc un schème « d'analyse relationnelle des interdépendances entre groupes » (pp. 48–49) qui insiste sur l'accès différencié aux ressources sociales, économiques et politiques. Cette perspective paraît, aux yeux de l'auteur, mieux ouvrir l'horizon de la recherche sur la question de la sécurité qu'une analyse centrée sur le racisme ou sur les relations de classe. Cependant, s'il fait largement la preuve du bien-fondé de sa démarche, le peu d'intérêt que porte l'auteur au racisme auquel font face les habitants des quartiers populaires, laisse perplexe. En effet, de multiples travaux récemment parus en France s'intéressent à la construction de « l'immigré » et de « l'arabo-musulman » comme problèmes de sécurité. Soulignant l'intervention d'un imaginaire colonial dans les dispositifs de sécurité, ces écrits jettent la lumière sur les affinités électives entre pratiques et discours de sécurité, précarisation et racialisation, des descendants des anciens colonisés maintenant présents dans l'ancienne métropole.¹ Cette approche de l'exclusion ne contredit pas les thèses de Laurent Bonelli, mais aurait pu contribuer à approfondir son analyse des processus de marginalisation caractéristiques de la France postcoloniale contemporaine. Néanmoins, ces manquements n'enlèvent rien à la rigueur, la pertinence et l'actualité de l'entreprise de l'auteur. *La France a peur* représente un ouvrage essentiel pour quiconque s'intéresse à la criminologie, aux institutions policières et aux études sur la déviance, mais également pour celles et ceux qui s'interrogent plus largement sur les modalités d'émergence de « la sécurité » comme doctrine d'intervention sur le social.

UNIVERSITÉ YORK

KARINE CÔTÉ-BOUCHER

1. Se référer par exemple à l'ouvrage de Vincent Geisser et Aziz Zemouri, *Marienne et Allah. Les politiques français face à la « question musulmane »*. Cahiers libres. Paris : La Découverte, 2007, ainsi qu'à la deuxième partie de l'ouvrage collectif dirigé par Pascal Blanchard, Nicolas Bancel et Sandrine Lemaire, *La Fracture coloniale. La société française au prisme de l'héritage colonial*. Cahiers libres. Paris : La Découverte, 2005.

Doctorante à l'Université York, Karine Côté-Boucher s'intéresse aux processus de sécurité frontalière ainsi qu'à leurs conséquences sur les régimes de citoyenneté et, adoptant une approche intersectionnelle, sur les hiérarchies sociales. Elle a publié sur la « frontière intelligente » nord-américaine ("The Diffuse Border: Intelligence-Sharing, Control and Confinement Along Canada's Smart Border," *Surveillance and Society*, 5 (2-3), 2008, [http://www.surveillance-and-society.org/articles5\(2\)/canada.pdf](http://www.surveillance-and-society.org/articles5(2)/canada.pdf)). Son chapitre au sujet de l'imbrication des logiques sécuritaires et économiques dans les espaces frontaliers, éclairée par le cas des programmes de dédouanement préétabli, paraîtra sous peu («Risky business. Securing economic life in North America », in Susan Braedley and Meg Luxton, *Exploring Neoliberalism: Power, Social Relations, Contradictions*. Montreal, Kingston: McGill-Queen's, 2009).